

N° 4232¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1996-1997

PROJET DE LOI

relatif à l'assainissement de la Cité Syrdall

* * *

AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX

**DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(23.5.1997)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre du Logement, j'ai l'honneur de vous saisir *d'amendements* au projet de loi sous rubrique.

A cet effet, je joins en annexe le texte des amendements avec un commentaire.

J'aimerais vous signaler que le Gouvernement a exprimé le voeu que le vote définitif et l'entrée en vigueur de ladite loi puissent intervenir le plus rapidement possible pour mettre fin aux conditions de plus en plus intenable qui prévalent dans la cité en question.

...

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre aux Relations
avec le Parlement,*
Marc FISCHBACH

*

TEXTE DES AMENDEMENTS ET COMMENTAIRE

Article 1er

A la demande de la commune de Biwer, suite à une réunion entre les collèges échevinaux des communes de Biwer et de Manternach, le Gouvernement se propose d'intégrer dans le projet de loi élargi, le rattachement à la commune de Biwer de parcelles supplémentaires.

A cette fin, l'administration du cadastre et de la topographie a dressé en date du 28 février 1997 un nouveau plan cadastral, de sorte que l'article 1er du projet de loi sera libellé comme suit:

„La présente loi a pour objectif de promouvoir la création d'un quartier d'habitation à concevoir comme un espace de convivialité et de confort sur les terrains formant la Cité Syrdall, telle que délimitée sur le plan cadastral dressé à l'échelle 1:1500 par l'administration du cadastre et de la topographie le 28 février 1997 (mesurage No 439), annexé à la présente loi.“

Article 3.-

L'article 3 du projet de loi prévoit le rattachement à la commune de Biwer des parcelles inscrites au cadastre de la section B de Manternach sous les numéros 1295/3416 et 1295/3417 ainsi que le lot 49 du remembrement Manternach - Lellig - Münschecker (ancien numéro cadastral 1442/3332) et le lot 48 du même remembrement (ancien numéro cadastral 1270/3399).

Les lots 48 et 49 se rapportent à respectivement un jardin et à une maison unifamiliale dont l'implantation est contiguë au territoire de la commune de Biwer. Ces parcelles se trouvent en fait assez éloignées du noyau de la localité de Manternach, de sorte qu'il est plus opportun de les rattacher dorénavant au territoire communal de Biwer.

Les parcelles 1295/3416 et 1295/3417 se rapportent à la station d'épuration de la commune de Biwer.

Compte tenu de ce qui précède, l'article 3 du projet de loi sera libellé comme suit:

„Sont rattachées à la commune de Biwer, section D de Wecker, les parcelles inscrites au cadastre de la commune de Manternach, section B de Manternach, situées aux lieux-dits „Cité Syrdall“, „Forges de Berbourg“, et „Entre les Forges“, sous les numéros suivants:

| | | | | | | |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1238/3375 | 1238/3376 | 1238/3377 | 1238/3378 | 1238/3379 | 1243/3385 | 1243/3386 |
| 1243/3387 | 1243/3388 | 1243/3389 | 1253/3380 | 1254/3381 | 1254/3382 | 1255/3383 |
| 1256/3384 | 1259/3392 | 1259/3393 | 1259/3394 | 1259/3395 | 1259/3396 | 1259/3397 |
| 1260/3390 | 1260/3391 | 1260/3467 | 1260/3468 | 1260/3469 | 1260/3470 | 1260/3471 |
| 1260/3472 | 1260/3473 | 1260/3474 | 1260/3475 | 1260/3477 | 1263/3432 | 1263/3479 |
| 1275/3480 | 1277/3481 | 1295/3416 | 1295/3417 | | | |

et les lots 48 et 49 du remembrement Manternach – Lellig – Münschecker, ainsi que les lots A et B (parties du domaine public communal), les lots C et D (formant ensemble le numéro cadastral 1260/3478) et les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 (formant ensemble le numéro cadastral 1260/3476) du mesurage du 28 février 1997, No 439, effectué suivant le plan cadastral visé à l'article 1er de la présente loi.

Les modifications à apporter aux limites communales sont indiquées au plan cadastral annexé où les anciennes limites communales sont délimitées par un liséré vert et les nouvelles limites communales par un liséré rouge.

Les surfaces cédées par la commune de Manternach à la commune de Biwer ont une contenance de 6 hectares 52 ares 95 centiares.“

La référence à la couleur jaune des surfaces cédées par la commune de Manternach à la commune de Biwer n'est plus reprise dans le nouveau plan cadastral.

Article 5, 1er tiret

Suite à ces modifications apportées au plan cadastral, le premier tiret de l'article 5 sera libellé comme suit:

- „l'assainissement, la restauration, la transformation ou l'adaptation des immeubles de la Cité Syrdall, dont le périmètre est délimité par un liséré bleu sur le plan cadastral annexé à la présente et contenant les parcelles inscrites sous les numéros suivants:

| | | | | | |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 852/1997 | 852/1998 | 852/1999 | 852/2000 | 852/2001 | 852/2002 |
| 852/2003 | 852/2004 | 852/2066 | 852/2068 | 852/2069 | 852/2070 |
| 852/2071 | 852/2072 | 852/2073 | 852/2074 | 852/2075 | 852/2088 |
| 852/2089 | 852/2090 | 852/2091 | 853/2009 | 853/2010 | 853/2011 |
| 853/2012 | 853/2076 | 853/2077 | 1238/3375 | 1238/3376 | 1238/3377 |
| 1238/3378 | 1238/3379 | 1243/3385 | 1243/3386 | 1243/3387 | 1243/3388 |
| 1243/3389 | 1253/3380 | 1254/3381 | 1254/3382 | 1255/3383 | 1256/3384 |
| 1259/3392 | 1259/3393 | 1259/3394 | 1259/3395 | 1259/3396 | 1259/3397 |
| 1260/3390 | 1260/3391 | 1260/3467 | 1260/3468 | 1260/3469 | 1260/3470 |
| 1260/3471 | 1260/3472 | 1260/3473 | 1260/3474 | 1260/3475 | 1260/3477 |
| 1263/3432 | 1263/3479 | 1275/3480 | 1277/3481 | | |

ainsi que partie du lot B (partie du domaine public communal), les lots C et D (formant ensemble le numéro cadastral 1260/3478) et les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 (formant ensemble le numéro cadastral 1260/3476) du mesurage du 28 février 1997, No 439, effectué suivant le plan cadastral visé à l'article 1er de la présente loi.“

Article 7, alinéa 2

Suite à une erreur qui s'est glissée dans le texte, le Gouvernement propose de libeller l'article 7 alinéa 2 du projet de loi comme suit:

„Les parties sont dispensées de recourir à la vente publique dans les cas visés par la loi du 22 juin 1984 relative à certaines ventes d'immeubles ainsi qu'aux partages intéressant les incapables et modifiant l'article 564 du code de commerce, loi qui reste applicable pour le surplus.“

Article 11.–

Afin d'assurer que le Fonds puisse se procurer, dès sa création, les fonds nécessaires au bon déroulement des opérations, il est proposé que l'Etat garantisse ces emprunts.

Il est ajouté dès lors un 2ème alinéa à l'article 11 dont le libellé est le suivant:

„Le Gouvernement est autorisé à garantir pour le compte de l'Etat pendant 10 ans, jusqu'à concurrence d'un montant de trois cents millions de francs, augmentés des intérêts et frais accessoires, le remboursement en principal, intérêts et frais accessoires des prêts accordés par un organisme prêteur au fonds dans l'intérêt de l'accomplissement de sa mission définie à l'article (5) de la présente loi.

La garantie peut être accordée par tranches successives.

Les conditions et modalités de l'octroi et de la rémunération de la garantie de l'Etat seront fixées dans une convention à conclure entre le gouvernement, l'organisme prêteur et le fonds.

La garantie de l'Etat peut être dénoncée par le Gouvernement si l'établissement public n'utilise pas les fonds prêtés ou s'il cesse de les utiliser aux fins et conditions prévues. Par cette dénonciation, le fonds perd le bénéfice de tout terme et l'organisme prêteur peut poursuivre le recouvrement immédiat des avances. Si l'organisme prêteur ne fait pas usage de cette possibilité dans les trois mois de la notification qui lui est faite par le Gouvernement de sa dénonciation, il ne peut plus invoquer la garantie de l'Etat.“

Intitulé du projet de loi

Le Gouvernement propose en plus de remplacer l'intitulé actuel du projet de loi No 4332 par l'intitulé suivant:

„Projet de loi relatif à l'assainissement de la Cité Syrdall et à la modification des limites communales de Biwer et de Manternach.“

Ce nouvel intitulé s'impose, alors qu'il désigne plus clairement les objectifs du projet de loi.

*

PLANS